

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 20 au 24 février 2017

**JEUDI
23 février 2017
à 14 h 15**

Questions orales

Projets et proposition de loi

1. **Projet de loi portant réforme du financement de la sécurité sociale, n°s 2229/1 à 7.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - l'urgence a été décidée par la Chambre en application de l'article 51 du Règlement - Rapporteurs : MM. Jean-Marc Delizée, David Clarinval et Eric Massin]

2. **Proposition de loi (M. Siegfried Bracke) modifiant la loi du 2 mars 1954 tendant à prévenir et réprimer les atteintes au libre exercice des pouvoirs souverains établis par la Constitution, n°s 1884/1 à 3.**

[matière visée à l'article 77 de la Constitution - Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu]

3. **Projet de loi relatif à la surveillance des processeurs d'opérations de paiement, n°s 2277/1 à 3.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Johan Klaps]

4. **Projet de loi portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014, n° 2265/1.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Jean-Jacques Flahaux]

5. **Projet de loi portant assentiment à la Convention relative à la délivrance d'extraits et de certificats plurilingues et codés d'actes de l'état civil, et annexes, faites à Strasbourg le 14 mars 2014, n° 2283/1.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Els Van Hoof]

Scrutin sur les demandes de naturalisation, n°s 2285/1 et 2

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)
(voir annexe)

Votes nominatifs

1. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Barbara Pas sur "les avis inacceptables rendus par la Commission permanente de contrôle linguistique en ce qui concerne certains services régionaux qui relèvent de l'article 35, § 1er, de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative" (n° 197).
[développée en réunion publique de la commission des Relations extérieures du 14 février 2017]
2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Marcel Cheron sur "le non respect de l'État de droit dans le dossier de la station polaire" (n° 198).
[développée en réunion publique de la commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture du 15 février 2017]
3. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Catherine Fonck sur "les compléments alimentaires à base de 'levure de riz rouge'" (n° 201).
[développée en réunion publique de la commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société du 15 février 2017]
4. sur les projets de loi et propositions terminés.

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (Mme Özlem Özen, MM. Ahmed Laaouej et Eric Thiébaut, Mme Fabienne Winckel et M. Laurent Devin) modifiant le Code des impôts sur les revenus 1992, exonérant fiscalement les rémunérations et indemnités consécutives à un licenciement, n° 2305/1.
 2. Proposition de loi (Mme Kattrin Jadin) modifiant l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, n° 2306/1.
 3. Proposition de résolution (MM. Stéphane Crusnière et Sébastien Pirlot, Mme Julie Fernandez Fernandez et MM. Eric Thiébaut et Alain Top) relative à la publicité des opérations et exercices militaires belges à l'étranger, n° 2309/1.
 4. Proposition de loi (M. Vincent Van Peteghem et consorts) modifiant la loi du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine en ce qui concerne les conseils d'administration et les conseils consultatifs des personnes morales à caractère public, n° 2312/1.
 5. Proposition de loi spéciale (M. Vincent Van Peteghem et consorts) modifiant la loi spéciale du 2 mai 1995 relative à l'obligation de déposer une liste de mandats, fonctions et professions et une déclaration de patrimoine en ce qui concerne les conseils d'administration et les conseils consultatifs des personnes morales à caractère public, n° 2313/1.
 6. Proposition de loi (Mmes Nahima Lanjri et Sonja Becq, MM. Hendrik Bogaert, Franky Demon et Roel Deseyn, Mme Leen Dierick et MM. Vincent Van Peteghem et Stefaan Vercamer) modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, en ce qui concerne les montants minimaux des indemnités de maladie, n° 2315/1.
 7. Proposition de loi (MM. Vincent Scourneau, Denis Ducarme, Benoît Piedboeuf et Gautier Calomne) modifiant l'article 145/33 du Code des impôts sur les revenus 1992 afin d'étendre la réduction d'impôts pour libéralités aux dons faits aux communes, n° 2316/1.
-